



ÉDITION 2024

SÉMINAIRE JEUNES CHERCHEURS.SES UMR SADAPT

LE 04 AVRIL 2024
AMPHI. A0.04
9H-17H

PROGRAMME DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET

SADAPT 

SCIENCE POUR L'ACTION ET LE DÉVELOPPEMENT : ACTIVITÉS. PRODUITS. TERRITOIRES

Séminaire annuel des jeunes chercheurs.euses de SADAPT - 04.04.2024

Le séminaire des jeunes chercheuses et chercheurs vise à la fois à présenter les travaux effectués par les non-titulaires au reste de l'unité, et, pour les présentant.e.s, à s'exercer dans un cadre bienveillant. Les présentations dureront 10 minutes. Elles seront organisées en **sessions thématiques** qui se concluront sur 20 minutes de discussion collective. Une discussion générale aura lieu à la fin du séminaire pour les questions restées en réserve ou des réflexions plus générales sur les travaux des jeunes chercheuses et chercheurs de SADAPT.

Le séminaire aura lieu à l'**amphithéâtre A0.04** (bâtiment A) le **jeudi 4 avril 2024**. Nous vous convions à un déjeuner pris en charge par l'unité qui aura lieu à la **cafétéria du deuxième étage du bâtiment F**. Voici ci-dessous le programme détaillé¹.

| Session | Horaires | Présentant.e.s | Titre de la présentation |
|---|---------------|----------------------------|--|
| | 9:00 - 9:30 | Café et mot d'introduction | |
| Session 1 : <i>Transformation des systèmes alimentaires</i> | 9:30 - 9:40 | Garance TREPS | La restauration scolaire publique en France : quels facteurs influencent l'approvisionnement en produits durables et biologiques ? |
| | 9:40 - 9:50 | Alice LYONNET | Travail managérial et changement organisationnels dans la construction d'une offre alimentation durable en restauration collective pour adulte au travail. |
| | 9:50 - 10:00 | Thaïs QUEIROZ | Gouverner la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire : comment améliorer la compétitivité des petits exploitants ? |
| | 10:00 - 10:10 | Molly MAGNIER | Freins socioéconomiques à l'adoption de régimes alimentaires durables : analyse d'une réduction de la consommation de viande en France |
| | 10:10 - 10:30 | Discussion | |
| | 10:30 - 10:40 | PAUSE | |
| Session 2 : <i>Inégalités environnementales</i> | 10:40 - 10:50 | Andréa RABARISON | Déterminants environnementaux de la santé |
| | 10:50 - 11:00 | Arshad Ali NAREJO | Does climate change aggravate inequality? A municipal-level analysis of the Chilean case |
| | 11:00 - 11:10 | Valentina ALVAREZ-SAAVREDA | Impact of climate change on well-being of rural communities in Hyderabad Sindh Pakistan |
| | 11:10 - 11:30 | Discussion | |
| | 11:30 - 11:40 | PAUSE | |
| Session 3 : | 11:40 - 11:50 | Matthieu DESCOUT | Méthode et outil de spatialisation de l'utilisation des produits phytosanitaires à l'échelle locale |
| | 11:50-12:00 | Fabrice MOISSON | Des communs informationnels pour le climat, ou comment résoudre la |

¹ (CTRL+Clic) sur le nom d'un intervenant pour aller directement à son résumé.

| | | | |
|--|---------------|--|---|
| <i>Analyse des outils et expériences de la transition</i> | | | gouvernance de l'adaptation au changement climatique en Colombie. |
| | 12 :00-12 :10 | Romain VILLION | La contractualisation État-territoires : cadres et outils de l'action publique en matière de transition écologique |
| | 12:10 - 12:30 | Discussion | |
| DEJEUNER SALLE E.2.508 | | | |
| Session 4 : <i>Le territoire déterminant et objet d'innovation</i> | 14:20 - 14:30 | Elodie YAN | Caractérisation des déterminants, dynamiques et performances des mélanges de cultures en conditions agricoles |
| | 14:30 - 14:40 | Marion CASAGRANDE | Le « design territorial » pour soutenir la transition de l'agriculture vers des systèmes agroalimentaires durables |
| | 14:40 - 14:50 | Irène MESTRE | Mise en œuvre d'un diagnostic sociotechnique d'un système agricole et alimentaire : premiers résultats et réflexions pour une approche pluridisciplinaire |
| | 14:50 - 15:00 | Achraf MAMASSI | Évaluation des compromis associés à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire à l'échelle nationale ou régionale |
| | 15:00 - 15:20 | Discussion | |
| | 15:20 - 15:30 | PAUSE | |
| Session 5 : <i>Analyser et soutenir l'organisation collective</i> | 15:30 - 15:40 | Blandine RENAULT | Analyse d'une diversité de dynamiques d'émergence de filières territorialisées au prisme du processus de conception d'innovations couplées |
| | 15:40 - 15:50 | Youssef-Beik SAADE | Ecosystème d'innovation et dynamique d'apprentissage dans le secteur du traitement des semences |
| | 15:50 - 16:00 | Hugo CHAROUD | Quels modèles de développement pour les méthodes de biocontrôle ? Étude d'une méthode de lutte autocide contre la tavelure du pommier |
| | 16:00 - 16:10 | Antoine BOULENT | La santé du vignoble : un commun en émergence ? |
| | 16:10 - 16:30 | Discussion | |
| | 16:30 - 17:00 | Discussion transversale et conclusion du séminaire | |

Pour plus de renseignement veuillez nous contacter directement :
Agathe.riou@inrae.fr et Anais.mohamed@inrae.fr

Collection des résumés

Session 1 : Transformation des systèmes alimentaires

Garance TREPS (Doctorante)

Encadrant.es : Emmanuel RAYNAUD, Elodie ROUVIÈRE, Pierre LEVASSEUR

La restauration scolaire publique en France : quels facteurs influencent l'approvisionnement en produits durables et biologiques ?

L'approvisionnement de la Restauration Collective est souvent considéré comme un levier important pour améliorer la durabilité des systèmes alimentaires. En effet, du fait de sa puissance d'achat, il peut influencer les pratiques de production et de consommation. Cela se traduit en France par l'inclusion, dans la loi Egalim en 2018, d'objectifs en termes d'achats écologiques pour le secteur, imposant 50% de produits durables et 20% de produits bio. Cette mesure, obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2022, n'est pas coercitive. Une grande partie des établissements se situe encore loin des objectifs, avec une très grande hétérogénéité dans la part de produits bio et durables dans leurs approvisionnements, tout particulièrement dans le secteur scolaire. Cette étude examine les facteurs responsables de cette hétérogénéité. Un modèle économétrique est utilisé sur une base de données originale de 3 000 communes françaises contenant des informations sur leur restauration collective scolaire publique. Notre modèle tient compte de l'endogénéité entre certaines variables et du biais de sélection des communes répondantes. Nos principaux résultats montrent que les facteurs organisationnels, politiques et de disponibilité locale de l'offre ont une influence significative sur la part de produits bio et durables dans l'approvisionnement des établissements de restauration scolaire dans les communes de l'échantillon. Ces résultats suggèrent l'intérêt d'une différenciation de la politique alimentaire en faveur de la transition écologique en fonction de ces facteurs et de leur nature.

*

Alice LYONNET (Doctorante)

Encadrantes : Gwenola YANNOU-LE BRIS (UMR SAYFOOD), Marianne CERF, Chloé LE BAIL (LISN)

Travail managérial et changement organisationnels dans la construction d'une offre alimentation durable en restauration collective pour adulte au travail

La restauration collective (RC) est définie comme un service à caractère social dont l'objectif est de produire un repas à prix modéré à des convives de collectifs comme les écoles, les entreprises, hôpitaux etc. En France, elle représente plus de 3 milliards de repas servis chaque année. En 2018, la promulgation de la loi Egalim impose progressivement aux acteurs de la restauration publique l'augmentation de l'offre produit sous SIQO (50%), l'intégration d'une offre végétarienne, la réduction des déchets et une communication auprès des convives plus transparente sur la qualité nutritionnelle et environnementale des produits alimentaires. Cette loi associée à la loi AGECE et Climat et Résilience, touche à de multiples dimensions et fonctionnalités de la RC et ce autant au niveau des restaurants que des chaînes de valeur en amont (productions agricoles, transformations, logistique) donnant à voir un projet de changement global dans un univers qui dispose de moyens limités et où les problématiques sociales sont préoccupantes (population précaire, TMS, compétences, turn-over). Dans ce contexte, nous formulons la question suivante : Comment les acteurs du management de la restauration collective pour adultes opérationnalisent, dans le temps, la mise en œuvre de plus de durabilité dans leurs offres alimentaires pour adultes. Quels sont les changements organisationnels que cela induit ? J'appréhende le développement d'une offre alimentaire durable comme un changement organisationnel. Ce travail de changement organisationnel en lien avec la durabilité est en partie pris en charge par le manager intermédiaire car il est le traducteur de la stratégie en opérationnalisation, son rôle consiste en ce que certaines choses adviennent et d'autres non. Je cherche à rendre compte (1) du processus dynamique de la conduite du changement organisationnel et l'activité managériale associée et (2) les effets de ce processus sur l'organisation et sur le travail managérial. A travers une démarche qualitative, longitudinale, exploratoire, je réalise deux études de cas en RC d'entreprise : (1) une association loi 1901 (2) un restaurant d'une multinationale de RC. Le recueil de données consiste à traquer les changements qui ont été réalisés depuis une quinzaine d'année à travers les actions et les marqueurs de l'activité.

*

Thaïs QUEIROZ (Ingénieure d'étude)
Responsable : Maryline FILIPPI

Gouverner la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire : comment améliorer la compétitivité des petits exploitants ?

AGRICOMPET c'est un projet à niveau européen PRIMA-HORIZON entre cinq pays : l'Italie, la Grèce, La France, l'Espagne et la Turquie. L'objectif global du projet est de créer un menu de solutions efficaces et innovantes pour aider les petits producteurs et transformateurs du système agroalimentaire à améliorer leur compétitivité. Une grande partie de ces solutions répondront aux défis pressants en matière d'organisation, de gestion et de gouvernance auxquels sont confrontées les coopératives agricoles et autres organisations de producteurs. Le projet est axé sur trois principaux défis :

1. Les coopératives agricoles et les organisations de producteurs (WP1)
2. Les indications géographiques d'origine (WP2)
3. Les nouvelles opportunités de marche pour les petits exploitants et leurs associées (WP3)

Dans ce cadre, nous réalisons une enquête en ligne auprès des caves coopératives de vin et des coopératives laitières françaises pour collecter des données afin de mieux caractériser leurs leviers d'action. Je suis activement impliqué et responsable de la mise en œuvre de la partie 2 (WP2) du projet. Cette phase comprend la conception et la mise en place de l'enquête, la collecte de données, ainsi que l'analyse et la synthèse des résultats pour la portion réalisée en France. De plus, ma responsabilité s'étend à l'analyse des données et à la synthèse des résultats pour l'ensemble des pays participants au projet, ainsi qu'à la rédaction du rapport de la partie WP2.

*

Molly MAGNIER (Doctorante)
Encadrant : Pierre Levasseur

Freins socioéconomiques à l'adoption de régimes alimentaires durables : analyse d'une réduction de la consommation de viande en France

Réduire la consommation de viande dans les pays occidentaux apparaît aujourd'hui comme une nécessité pour rendre nos systèmes alimentaires plus durables, aussi bien sur le plan environnemental que sanitaire. Il est donc de plus en plus probable qu'à moyen-terme, le prix de la viande augmente en raison de l'introduction de normes fiscales et de qualité sur le marché de la viande et de l'introduction de jours végétariens dans la restauration publique collective. Même s'il est vrai qu'une moindre consommation de viande réduit les risques d'obésité et de maladies chroniques dans des expériences de laboratoire et dans les études épidémiologiques basées sur des populations ciblées, cela pourrait ne pas être le cas pour certaines catégories de la population ayant des revenus et des niveaux d'éducation plus faibles ; du moins dans le cas de pays riches comme la France. En effet, les alternatives nutritionnellement équilibrées à la viande sont en général plus coûteuses et moins faciles d'accès, du fait de contraintes spatiales, socioéconomiques et culturelles.

Par conséquent, face à une augmentation du prix de la viande, nous supposons que les populations moins favorisées auraient tendance à remplacer la viande par des aliments abordables plus gras et plus sucrés, mais pauvre en protéines. De telles substitutions à risque conduiraient alors une partie importante de la population déjà fortement touchée par l'épidémie d'obésité à aggraver sa santé nutritionnelle, en intensifiant les risques de prendre du poids et de contracter des maladies chroniques associées à l'alimentation.

*

Session 2 : Inégalités environnementales

Andréa RABARISON (Doctorante)
Encadrant.es : Pierre LEVASSEUR, Elodie ROUVIÈRE, Armelle MAZÉ

Déterminants environnementaux de la santé

La relation entre l'environnement obésogène et l'obésité est mise en évidence en épidémiologie mais peu investie en économie. D'ailleurs, les mesures de l'environnement physique sont mal caractérisées entraînant des effets mixtes. Ce travail étudie les effets causaux de l'environnement physique sur la santé à travers le prisme de l'économie. J'utilise des données de 2020 de l'INEGI de Mexique pour construire des indicateurs pour les environnements obésogènes. Une première analyse des variables retenues est effectuée.

*

Arshad Ali NAREJO (Jeune chercheur invité)
Responsable : André TORRE

The impact of climate change (awareness) on the well-being of rural communities in Hyderabad, Sindh, Pakistan.

Climate change is an issue that has certain effects on agricultural production, human activities, and health and may affect the overall creatures that are living on this earth. Concerns over climatic imbalances on the globe attracted many scholars to study the issue but unfortunately, researchers only perceived this matter as 'global warming' or 'vertical climate change'. However, it was perceived that the matter of climate shifting is also raised by the local people and concurrently ignored by the related researchers. Targeting the matter of climate shifting or horizontal climate change, a study was conducted using primary and secondary data of district Hyderabad, Sindh.

*

Valentina ALVAREZ-SAAVREDA (Doctorante)
Encadrants : Matthieu CLÉMENT (BSE), Pierre LEVASSEUR

Does climate change aggravate inequality? A municipal-level analysis of the Chilean case.

Climate change poses one of the most significant challenges not only to our environment but also to society, becoming an environmental justice issue. One reason for this is the interrelation between climate change and inequality. From a macroeconomic perspective, countries with higher levels of inequality are said to be the biggest contributors to global warming, meaning that inequality exerts a positive effect on climate change. On the other hand, climate hazards have been shown to exacerbate income distribution disparities, particularly affecting less privileged populations who are less equipped to cope with its effects, thus increasing their vulnerability. Despite the fact that this subject has gained considerable attention, there still remains a lack of empirical evidence exploring the impacts of weather variations on income inequality. Most existing studies focus on cross-country analyses, with the main challenge of overcoming this potential simultaneity bias. This article seeks to fill this gap by examining the effects of increasing temperature and precipitation anomalies on pre-tax income inequality focusing in a particular country. Chile offers an ideal setting for this study due to its diverse geography and climatic conditions, coupled with a deeply embedded income inequality and centralized public policies that enable us to analyze intra-country inequalities. For this, we adopt a meso-level approach, using municipalities as the unit of analysis, to tackle this potential issue of simultaneity in the climate-inequality relationship. Given the absence of household income data at the municipal level, our main socioeconomic indicators were obtained through a Small Area estimation. Our findings indicate that the recent increases in temperature and precipitation have led to an escalation in communal inequality, affecting predominantly lower-income groups as anticipated in the literature. However, when comparing current weather variations to historical averages, rising temperatures appear to have a negative correlation with inequality. Our seasonal results indicate that this is potentially due to warmer winters benefits offsetting the risks of hotter summers. Conversely, increased precipitation throughout the year tends to be associated with rising inequality. When exploring for sub-sample heterogeneities, decreases in temperature increase inequality in polar areas and rising temperatures tend to increase inequality in the coastal and southern Chile.

*

Session 3 : Analyse des outils et expériences de la transition

Matthieu DESCOUT (Ingénieur d'étude)
Encadrants : Marco CAROZZI, Philippe MARTIN

Méthode et outil de spatialisation de l'utilisation des phytos à l'échelle locale.

Dans le cadre du PPR Be-Creative (2021-2026), nous développons un outil principalement destiné aux animateurs de territoires souhaitant réaliser un suivi temporel et spatial de l'utilisation des produits phytosanitaires. L'outil pourra être utilisé en diagnostic sur un territoire, ou être mobilisé pour suivre l'évolution dans le temps de l'usage des produits phytosanitaires pour rendre compte de l'impact des politiques locales de réduction des usages.

Notre modèle se base sur la désagrégation des données de ventes de pesticides fournies par la BNV-D pour estimer les quantités de produits phytosanitaires et de substances actives utilisés sur une unité spatiale d'intérêt (territoire à enjeu) à l'échelle annuelle. Ces quantités de produits sont réparties sur les surfaces agricoles et non-agricoles potentiellement traitées en combinant l'information détaillée de l'occupation du sol, avec les données du catalogue E-Phy concernant les usages homologués de chaque produit phytopharmaceutique couvert par une autorisation de mise sur le marché. L'outil permet également la mobilisation de l'expertise locale pour affiner des informations standard sur les usages des produits, comme les doses d'application et les cultures cibles, contribuant à rendre cette spatialisation des usages de produits phytosanitaires plus pertinente en prenant en compte les pratiques réelles des agriculteurs au sein d'un territoire donné.

Nous travaillons actuellement avec plusieurs animateurs souhaitant réaliser un diagnostic initial ou un suivi des pressions phytosanitaires au sein de leur territoire respectif. Cette phase du projet nous permettra de mieux cerner l'expertise nécessaire pour valoriser au maximum l'information disponible sur le terrain.

*

Fabrice MOISSON (Doctorant)

Encadrantes : Anne-Gaël BILHAUT (IRD), Armelle MAZÉ

Des communs informationnels pour le climat, ou comment résoudre la gouvernance de l'adaptation au changement climatique en Colombie

Suite aux accords de Paris, la quasi-totalité des états ont soumis des contributions déterminées au niveau national incluant des plans pour l'adaptation au changement climatique pour l'agriculture. Malgré l'intérêt croissant porté aux modèles alternatifs aux approches *top-down* pour les arènes d'action climatique, les approches participatives peinent à s'opérationnaliser dans les dispositifs visant à diffuser de l'information climatique. Nous cherchons à analyser comment certains dispositifs revendiquant cette approche relèvent le défi de l'articulation des arènes internationales avec le local et l'effectivité réelle des modes de gouvernance implémentés. Pour cela, les terres équatoriales entourant le Pacifique constituent un laboratoire d'étude privilégié en raison de l'influence de l'oscillation australe El Niño. Les tables techniques agroclimatiques (TTA) sont nées en Colombie suite à un événement particulièrement intense de la Niña en 2010-2011 et se sont inscrites dans la stratégie gouvernementale colombienne pour l'adaptation au changement climatique. Les TTA mettent en discussion des météorologues avec différents acteurs du secteur agricole pour produire des informations agroclimatiques à destination des agriculteurs. Nous proposons d'étudier ce dispositif avec un regard innovant pour l'objet étudié : celle des communs de l'école de Bloomington. Nous utilisons le cadre combiné IAD/SES pour guider la documentation de notre étude de cas avec des méthodes d'enquête ethnographiques comprenant l'observation participante de 7 réunions de TTA et 30 entretiens semi-directifs réalisés avec divers acteurs du secteur public et privé. La cartographie du réseau d'arènes d'action connectées qui constitue les TTA nous permet de mettre en lumière des déséquilibres de pouvoir qui entraînent des blocages au sein du dispositif. Le manque d'équité entre les acteurs diminue son potentiel pour l'amélioration de la sécurité et la souveraineté alimentaires face au changement climatique. Nous nous servons du concept de polycentricité pour proposer des recommandations pour avancer vers la construction d'un commun informationnel, et résoudre des difficultés pour atteindre une participation et robustesse effectives. Enfin, nous mobilisons une approche prospective pour discuter de l'impact de l'adoption d'un discours des communs pour l'information agroclimatique sur les rôles et responsabilités des acteurs du paysage agricole colombien.

*

Romain VILLION (Doctorant)

Encadrants : Frédéric WALLET (UMR AGIR), Romain PASQUIER (CNRS, UMR ARENES)

La contractualisation État-territoires : cadres et outils de l'action publique en matière de transition écologique

Depuis novembre 2020, la signature progressive de 847 contrats de relance et de transition écologique (CRTE), qui couvrent la quasi-totalité du territoire national, vise à ce que chaque territoire de contractualisation (EPCI ou groupement supra-intercommunal) décline un « projet de relance et de transition écologique à court, moyen et long terme sur les domaines qui correspondent à ses besoins et aux objectifs des politiques territorialisées de l'État » (circulaire du 20/11/2020). Il s'agit du premier contrat faisant directement mention de la transition écologique étendu à l'ensemble des collectivités, contrairement aux dispositifs volontaires ou dépendant de caractéristiques démographiques, économiques et sociales.

Cette recherche s'attaque à la question de la territorialisation de la politique publique de transition écologique, dans sa modalité contractuelle, à travers son avatar le plus récent. D'un côté je questionne la construction et les modalités de déclinaison locale d'un dispositif national, en tâchant d'embrasser la diversité des acteurs qui participent de cette territorialisation *par le haut* (ministères, agences, corps préfectoral, etc.). D'un autre côté, je m'intéresse à la transition comme problème public local, au travail politique de mise à l'agenda et d'élaboration de l'action publique correspondante. Les (dés)emboîtements et (dés)articulations entre ces deux territorialisations sont au cœur de cette recherche, le but étant de caractériser ce que le CRTE *fait* à l'action publique locale, mais aussi la relation État-collectivités infra-régionales qu'il met en évidence.

Cette recherche mobilise l'analyse des politiques publiques et la sociologie de l'action publique. Elle recourra à la comparaison entre plusieurs territoires porteurs de CRTE, intercommunalités et PETR. Ce choix découle de la volonté d'appréhender les convergences et divergences entre des formes de contextualisation du problème *transition écologique* et leur rencontre avec les dispositifs nationaux, mais aussi entre des approches du territorial que je suppose distinctes entre EPCI et PETR, l'un étant orienté exercice de compétences et gestion des services/infrastructures, l'autre stratégie territoriale et coordination.

*

Session 4 : Le territoire déterminant et objet d'innovation

Elodie YAN (Doctorante)

Encadrants : Philippe MARTIN, Marco CAROZZI

Caractérisation des déterminants, dynamiques et performances des mélanges de cultures en conditions agricoles

Réduire l'utilisation des produits phytosanitaires et limiter l'érosion de la biodiversité sont deux défis majeurs pour l'agriculture française, et diversifier les cultures est nécessaire pour relever ces défis. Les mélanges de cultures sont une forme de diversification consistant à cultiver plusieurs espèces ou variétés sur une même parcelle. Des expérimentations démontrent que les mélanges de cultures favorisent la biodiversité et permettent de réduire la dépendance aux produits phytosanitaires et fertilisants chimiques. Cependant, les mélanges sont encore peu répandus en France et leurs effets en conditions agricoles réelles, mal connus.

En combinant des données issues d'enquêtes de terrain (auprès d'agriculteur.ices notamment) avec des données de bases nationales à l'échelle d'exploitations et/ou de territoires, je cherche à (i) évaluer les effets des mélanges de cultures sur l'utilisation des intrants chimiques et les productions dans les exploitations, (ii) caractériser les dynamiques spatio-temporelles de diffusion de la pratique, (iii) identifier les facteurs favorisant son adoption dans les exploitations et (iv) reconstituer des trajectoires d'adoption des mélanges céréales-légumineuses au sein d'un collectif d'agriculteur.ices.

Les premiers résultats montrent que les mélanges céréales-légumineuses permettent effectivement une réduction de l'utilisation d'intrants chimiques, tout en maintenant les marges au sein des exploitations. Malgré ces avantages avérés, leur déploiement n'est pas généralisé en France, du fait de freins à la fois techniques et économiques. Nous notons cependant une diffusion de mélanges à partir de « points chauds » dans certaines régions françaises, favorisée par l'existence de débouchés en agriculture biologique et élevage. Les échanges et partages d'expériences entre agriculteur.ices semblent également jouer un rôle important pour l'adoption et la pérennisation de la pratique sur les exploitations. Ainsi, la reconstitution de trajectoires individuelles d'adoption des mélanges céréales-légumineuses, en lien avec une trajectoire collective, permettrait de mieux identifier les leviers actionnables pour l'accompagnement des agriculteur.ices dans la pratique de ces mélanges.

*

Marion CASAGRANDE (Ingénieure de recherche)

Responsable : Lorène PROST

Le « design territorial » pour soutenir la transition de l'agriculture vers des systèmes agroalimentaires durables

Des travaux de recherche antérieurs ont montré que la transition vers des systèmes agri-alimentaires durables nécessite d'être traitée façon systémique, en prenant en compte l'influence d'une diversité de parties prenantes. Ainsi, entrer par l'échelle du territoire, en considérant ses dimensions spatiales, sociales et institutionnelles, est pertinent pour soutenir les transitions agroécologiques.

L'étude propose un cadre analytique pour extraire d'un corpus bibliographique, issu de différentes disciplines, les éléments qui renseignent le concept de « design territorial ». Nous avons appliqué ce cadre à un échantillon d'articles. Il permet de caractériser, pour chaque article, (i) les dimensions du territoire abordées, (ii) les objets conçus, (iii) le processus de conception et (iv) le collectif de conception. Le design territorial, tel qu'il ressort des articles étudiés, implique la création d'objets spatiaux et de processus de gouvernance (dimensions spatiales et sociales du territoire). Il peut être également lié à la conception des politiques publiques (dimension institutionnelle). L'analyse transversale montre que les démarches de design territorial reposent sur la co-conception, le dialogue avec les parties prenantes et l'apprentissage collaboratif, en recourant souvent à des approches transdisciplinaires et interdisciplinaires. Le processus de conception repose a minima sur une phase d'analyse et de synthèse, et la génération de solutions s'appuie sur des outils tels que la modélisation ou des ateliers participatifs.

Ce cadre d'analyse nécessite d'être amélioré pour bien rendre compte de la diversité des démarches de design territorial. Son application à un plus grand corpus de références devrait aussi permettre de combler des lacunes dans le traitement de certaines questions (ex : les systèmes agricoles sont peu évoqués), et l'analyse transversale des études de cas sera une ressource pour accompagner pour la conception de territoires plus durables.

*

Irène MESTRE (Post-Doctorante)
Responsable : Philippe LESCOAT

Mise en œuvre d'un diagnostic sociotechnique d'un système agricole et alimentaire : premiers résultats et réflexions pour une approche pluridisciplinaire

Comment penser les transitions dans les territoires de grandes cultures et de cultures industrielles des Hauts-de-France ? C'est à travers ce premier questionnement que s'est construit le projet « Innovations et Transitions dans le Ternois-7 Vallées » qui vise à mieux comprendre comment des innovations peuvent soutenir des transitions durables. En mobilisant le cadre conceptuel de la transition durable, nous explorons comment l'innovation que représente l'agriculture régénératrice influence les systèmes agricoles et alimentaires (SAA), et permet des transitions vers une plus grande durabilité. Trois sous-questions seront abordées :

1. Quelle est la pertinence de cette innovation pour faire face aux défis et aux opportunités des SAA ? Pour répondre à cette question, nous chercherons à définir l'agriculture régénératrice en elle-même et la mobilisation qui en est faite par les acteurs
2. Quels sont les freins et les leviers à l'expérimentation, l'adoption et la dissémination de l'innovation "agriculture régénératrice" dans les SAA ?
3. Comment la diversité des modèles agricoles peut se coordonner autour des enjeux de transitions dans un territoire ?

Cette question de recherche se déploie dans le cas d'étude du PETR Ternois – 7 Vallées. Celui-ci se caractérise par l'importance des surfaces allouées à la polyculture-élevage (s'appuyant sur des prairies), du blé, de la betterave et de la pomme de terre. Nous ciblons les filières lait et viande bovine, pomme de terre, grandes cultures, légumes de plein champ et céréales, ainsi que les interactions avec les autres filières (méthanisation agricole, lin, etc.).

*

Achraf MAMASSI (Post-Doctorant)

Responsables: Nicolas GUILPART (UMR Agronomie), Lucile MUNERET (UMR Agronomie), Francesco ACCATINO

Assessment of trade-offs associated to the achievement of national or regional food-self-sufficiency

As a developmental objective, food self-sufficiency (FSS) responds to the political willingness for increased autonomy and control of own food supply as well as protection against international market's fluctuations. In the literature, FSS is debated: arguments in support of the achievement of FSS are based on decreasing dependency on global markets and on the need of increasing food availability and accessibility for local population. On the other hand, critics are based on the costs associated with pursuing FSS objective and on trade-offs involved, particularly when political considerations overshadow economic and environmental factors in food policy decisions. The objective of this study was to explore the state-of-the-art for the assessment of different types of interactions between FSS objective and other factors (economic, social, environmental or agronomic) at regional and national scale, along with the main methods implemented to explore such interactions. We adhered to "Preferred Reporting Items for Systematic Reviews and Meta-Analyses" (PRISMA); a standardized protocol for systematic review and meta-data analysis. We established inclusive/exclusive criteria at each step of the protocol for the selection of publications. A final pool of 174 selected articles was further reviewed by full reading to extract relevant information and dataset, namely: **i)** Spatiotemporal context, *i.e.*, the country or region unique circumstances in interaction with FSS objective; **ii)** Feed/food item for which FSS is addressed; **iii)** FSS indicators; **iv)** Considered factors in interaction with FSS; **v)** Factors' indicators; **vi)** Type of interaction between FSS and factors; **vii)** Methodologies and trade-off analysis. This work is still in progress. Here, we have outlined the context and the problem statement of the study, along with the adopted methodology, while the presentation of results and discussion will be reserved for upcoming events. Finally, addressing trade-offs and fostering synergies among FSS interactions is key to making scientific decisions for food security, enabling strategies that support environmental, economic, social, and resource-based benefits for regional or national sustainability.

*

Session 5 : Analyser et soutenir l'organisation collective

Blandine RENAULT (Enseignante-chercheuse contractuelle)

Responsables : Margot LECLÈRE (UMR Agronomie), Chantal LOYCE (UMR Agronomie)

Analyse d'une diversité de dynamiques d'émergence de filières territorialisées au prisme du processus de conception d'innovations couplées

Le développement de filières territorialisées contribue à répondre aux enjeux de diversification des productions agricoles et de relocalisation de l'alimentation. Néanmoins, des freins interconnectés entre différents maillons du

processus de production peuvent bloquer **l'émergence de filières territorialisées**. Ces freins peuvent être techniques ou organisationnels et forment ensemble un verrouillage empêchant la structuration de nouvelles filières (Meynard *et al.*, 2018). La conception coordonnée d'innovations couplées entre les secteurs de la production et de la transformation est un moyen d'élargir la gamme des changements possibles pour les acteurs d'une chaîne de valeur, ce qui leur permet de lever certains de ces verrous (Meynard *et al.*, 2017). En s'inspirant de la méthode de la traque aux innovations en ferme (Salembier *et al.*, 2021), nous proposons d'analyser une diversité de dynamiques d'émergence de filières sous le prisme du processus de conception d'innovations couplées. Notre analyse porte sur un panel de cinq filières en émergence, dans lesquelles les acteurs se coordonnent au sein d'un territoire et s'organisent autour d'une activité de transformation. Nous nous appuyons sur un cadre d'analyse mobilisé successivement pour chaque étude de cas et composé de quatre éléments : (i) un schéma VICE (Visée-Idée-Connaissance-Expérimentation) pour fournir une visualisation de la dynamique d'interaction entre les composants clés d'un processus de conception, (ii) une carte des acteurs pour montrer la diversité des acteurs impliqués et leurs relations, (iii) une représentation géographique pour présenter la spécificité de la zone et (iv) un narratif pour fournir des informations supplémentaires sur les innovations conçues. Nous supposons qu'une analyse croisée des études de cas pourrait *in fine* fournir des connaissances exploitables pour aider les acteurs portant ou accompagnant l'émergence d'autres filières territorialisées innovantes.

*

Youssef-Beik SAADÉ (Doctorant)
Encadrante : Armelle MAZÉ

Ecosystème d'innovation et dynamique d'apprentissage dans le secteur du traitement des semences

Dans ce projet de recherche, nous cherchons à analyser et à caractériser les écosystèmes d'innovation et les processus d'apprentissage adoptés par les acteurs économiques opérant dans le secteur des semences et des entreprises de Biosolutions. Cette étude s'appuie sur les avancées récentes en économie de l'innovation et en théories des organisations. L'attention sera portée sur la manière dont ces acteurs font face à l'application de l'article 83 de la loi dite "EGALIM". Cet article interdit, à partir de 2022, la production, le stockage et la distribution de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives non approuvées dans l'Union européenne, pour des motifs liés à la préservation de la santé humaine, animale et environnementale. D'autre part, le projet visera à étudier l'évolution des modèles et les tendances de restructuration du secteur. Elle portera également une attention particulière aux défis liés aux compétences et besoins en formation et conseil. L'analyse portera en particulier sur les productions de blé, colza, tomates et pois, mais pourra être étendue à d'autres types de production de semences.

*

Hugo CHAROUD (Ingénieur d'étude)
Responsable : Véronique SAINT-GÈS

Quels modèles de développement pour les méthodes de biocontrôle ? Etude d'une méthode de lutte autocide contre la tavelure du pommier

Le développement du biocontrôle est vu comme l'un des leviers pour permettre la baisse de l'usage des pesticides en agriculture et a attiré l'intérêt de nombreux acteurs privés et publics. Cependant, il subit des injonctions contradictoires quant à ces objectifs. D'un côté, il est censé permettre la baisse des phytosanitaires sans impliquer un changement radical des pratiques, de l'autre il est censé permettre la transition agroécologique. D'un point de vue agronomique, cela implique qu'il doit à la fois permettre la substitution et la reconception des itinéraires de cultures. D'un point de vue économique, qu'il doit s'appuyer sur les mêmes acteurs et réseaux économiques que l'agro-chimie conventionnelle pour développer des technologies et des modes production nouveaux. Ainsi la question de savoir dans quel paradigme socio-technique peuvent s'inscrire les innovations de biocontrôle reste ouverte. Cette recherche vise ainsi à comprendre en prenant pour cas d'étude un projet INRAE de développement de lutte autocide contre la tavelure du pommier, quelles structures économiques permettent son développement et quels usages agronomiques sont attendus et rendus possibles par cette méthode. L'étude repose sur une méthodologie qualitative d'entretiens avec les différents acteurs de la filière pomme et du monde du biocontrôle ainsi que l'organisation d'un atelier de co-conception réunissant ces différents acteurs. On trouve que la plupart des acteurs considère la méthode comme un processus de substitution devant se développer, se produire et s'utiliser selon des approches similaires à celles du conventionnel, tout en pointant les impasses de cette voie et sans parvenir à articuler des pistes alternatives.

*

Antoine BOULENT (Ingénieur d'étude)
Responsable : François COLENO

La santé du vignoble : un commun en émergence ?

L'enroulement est une virose de la vigne qui cause des pertes de rendement et de qualité. La lutte actuelle est fondée sur la qualité sanitaire des plants mais s'avère insuffisante. Le projet LutEnVi cherche à expérimenter une gestion collective et locale de la maladie à l'échelle de coteaux en Champagne et en Alsace. A travers une étude de cas, nos recherches visent à étudier les processus d'institutionnalisation afin d'identifier des conditions d'émergence d'une gestion collective de ce bioagresseur de la vigne.